

Commission Thélot : la défaite des partisans de la vieille école

Claude Thélot doit remettre mardi son rapport sur l'avenir de l'éducation. Au sein du groupe, le rapport de forces a basculé du côté des « pédagogues », favorables à une adaptation de l'école à ses nouveaux publics, opposés aux « républicains », partisans d'une approche traditionnelle de l'enseignement

LE CAMP des « républicains » a perdu la bataille du rapport Thélot. Alors que les partisans d'une approche traditionnelle de l'enseignement semblaient initialement dominer la commission créée par Jean-Pierre Raffarin pour réfléchir à l'avenir de l'école, ils n'ont pas réussi à imposer leur point de vue. Après treize mois de travail, la commission doit remettre, mardi 12 octobre, un rapport qui se situe largement dans la continuité de la loi d'orientation de juillet 1989.

Destiné à nourrir la réflexion du gouvernement en vue de la préparation d'une nouvelle loi d'orientation sur l'éducation d'ici la fin 2004, le document ne devrait pas différer fondamentalement du prérapport révélé par *Le Monde* du 26 août. Il devrait notamment défendre le principe d'une maîtrise par tous les élèves d'un « socle commun » des connaissances.

Fait significatif, Alain Finkielkraut et Elizabeth Altschull, les principaux défenseurs d'une approche « républicaine » – qui se définit par le refus d'adapter l'école aux nouveaux publics scolaires – ont eux-mêmes reconnu leur défaite en démissionnant de la commission. A l'inverse, des personnalités classées parmi les « pédagogues » – pour qui l'école doit s'adapter à la « massification » du système scolaire – sont restées. Ainsi, le sociologue François Dubet, partisan du « collège unique », ou l'historien Claude Lelièvre, défenseur de l'idée d'une « culture commune », assument aujourd'hui complètement le travail de la commission.

Même si les démissions ne sont intervenues qu'en septembre, le rapport de forces a, en réalité, rapidement basculé en faveur des « pédagogues ». Dès les premières séances, à l'automne 2003, Alain Finkielkraut a choisi de ne pas assister aux réunions de la commission, refusant de participer à la rédaction d'un questionnaire destiné aux débats organisés entre novembre 2003 et janvier 2004. « *J'ai séché là plupart des séances car je savais que ce grand débat ne pouvait que déboucher sur une confirmation du discours dominant sur l'école* », explique le philosophe en soulignant son refus de « *participer à la dilution de la pensée et des problèmes dans le blabla universel* ». Son analyse est virulente : « *Du fait que tous les hommes sont égaux, on a tiré des conséquences désastreuses. Au nom du droit à la libre expression, on a donné la parole aux élèves sans leur donner la maîtrise de la langue. Sous prétexte d'égalité, on a accueilli les élèves les plus faibles dans les classes les plus avancées et révisé les exigences à la baisse* ».

En l'absence du philosophe, Elizabeth Altschull, enseignante et auteur d'un pamphlet sur *L'École des ego* (Albin Michel, 2002), s'est donc retrouvée très isolée. Car, dans le même temps, une partie des autres soutiens internes sur lesquels elle espérait compter ont démissionné pour des « *raisons personnelles ou professionnelles* ». « *Les gens de ma sensibilité au sein de la commission, comme Jacques Julliard, Jean-Marie Cavada ou Jean-Claude Casanova, ont quitté la commis-*



sion », regrette-t-elle. Les décisions importantes étant validées par des votes, M^{me} Altschull n'a pas réussi à peser sur les débats. « *On n'a pas abordé les préoccupations de terrain des enseignants et le prérapport est le reflet de la pensée de la technocratie pour laquelle le collège unique est une évidence, tout va bien* ». Pour cette enseignante d'histoire et géographie, qui a finalement décidé de démissionner en septembre, la commission n'a pas pris à « *bras-le-corps* » les « *vrais problèmes* », comme l'orientation ou la réforme

des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

De fait, la commission s'est engagée dans une logique beaucoup moins radicale que celle préconisée par M^{me} Altschull. En parallèle de la marginalisation des « républicains », les plus radicaux, les membres de la commission qui défendaient des conceptions éducatives a priori éloignées, ont trouvé ce qu'un des membres appelle un « *plus petit dénominateur commun* ». Des compromis ont pu être dégagés sur l'ambition d'une « *élé-*

vation globale du niveau de formation », sur la volonté de définir un « *socle commun des connaissances* » ou sur le souhait de personnaliser les apprentissages.

De ce point de vue, la distinction entre droite et gauche s'est révélée inopérante – sauf dans le cas de la sénatrice (PCF) Annie David, qui a également fini par démissionner faute d'avoir été entendue sur la question des moyens. « *Il est impossible de classer ceux qui sont restés dans la commission en clans. Il n'y a jamais eu de stabilité de vote* », souligne l'historien Claude Lelièvre.

Des personnalités marquées à gauche, comme François Dubet ou la politologue Jacqueline Costa-Lascoux, ancienne présidente de la Ligue de l'enseignement, ont pu s'accorder avec les députés UMP, Pierre-André Périssol et Guy Geoffroy, ou l'éditorialiste du *Figaro* Alain-Gérard Slama. « *Il n'y a pas eu d'affirmation d'une pensée de droite ou de gauche. En fonction des problèmes, il y avait des convictions ou des sensibilités différentes* », relève M. Périssol.

M^{me} Costa-Lascoux parle de « *brouillage idéologique* » : « *L'opposition droite-gauche ne fonctionne pas. Cela se vérifie pour toutes les questions de société mais est peut-être plus fort encore pour l'éducation, qui touche à la jeunesse et qui met en jeu les angoisses des parents* ».

Pourtant concurrents, les représentants de parents d'élèves au sein de la commission ont trouvé ce terrain d'entente, qu'ils soient des anciens de la FCPE, classée à gauche, ou de la PEEP, qui se définit comme apolitique mais reste

associée à la droite. « *Nous partageons l'idée qu'il faut faire en sorte que l'école s'occupe d'une manière prioritaire des enfants en difficulté* », explique Christian Janet, ancien président de la PEEP.

OPTIMISTES

Ce contexte politique rend les membres de la commission assez optimistes. Claude Thélot, en particulier, voit trois éléments favorables quant à la possibilité d'une réforme ambitieuse de l'école. Le premier est lié à l'inquiétude collective sur l'échec scolaire. « *Depuis un ou deux ans, il y a une cristallisation autour de l'idée qu'il existe une inégalité fondamentale entre ceux qui maîtrisent les compétences de base et ceux qui ne les maîtrisent pas* ». Le discours sur le socle commun devrait donc, selon lui, rencontrer un écho favorable.

Le deuxième facteur est le renouvellement des personnels. La moitié des enseignants et les deux tiers des cadres de l'éducation nationale doivent partir à la retraite d'ici dix ans. Dans l'esprit de M. Thélot, ce renouvellement permettra de faire évoluer les pratiques pédagogiques.

Le troisième élément est lié à l'engagement du premier ministre et du président de la République dans l'opération. « *C'est la première fois qu'avec une telle vigueur le sommet de l'Etat s'est intéressé à la question éducative* », affirme-t-il. Une manière de souligner que c'est maintenant au pouvoir politique de reprendre la main sur le dossier.

Luc Bronner
et Martine Laronche

Le Monde
11.10.2004